

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21595 - 80ÈME ANNÉE

## Réunion d'information du Parti communiste réunionnais sur l'AES

### L'Alliance des États du Sahel préfigure une nouvelle ère pour l'Afrique



**Le Parti communiste réunionnais a organisé ce samedi 13 juillet à Saint-Denis une réunion d'information sur l'Alliance des États du Sahel. Ce moment d'échanges a permis d'évoquer les enseignements pour La Réunion de cette nouvelle construction politique. L'AES illustre un monde en plein changement, avec des peuples qui se libèrent de l'emprise des anciennes puissances coloniales et s'intègrent dans une nouvelle ère des relations internationales impulsée notamment par les BRICS.**

Le 16 septembre 2023, les chefs d'État du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont signé la Charte du Liptako Gourma créant l'Alliance des États du Sahel. Ces trois États venaient d'annoncer leur retrait avec effet immédiat de la CEDEAO, une des deux organisations

d'intégration régionale d'Afrique de l'Ouest. Abdourahamane Tiani pour le Niger, Assimi Goïta pour le Mali et Ibrahim Traore pour le Burkina Faso furent les signataires. Tous ont comme point commun d'être arrivés au pouvoir par un coup d'État militaire. Mais cette prise de pouvoir n'a pas été rejetée par la population. La semaine dernière, les États de l'AES ont décidé d'aller plus loin, vers l'intégration économique. Ces trois pays ont également dénoncé les accords de coopération militaire avec la France. L'armée française doit donc quitter ces trois pays qu'elle occupait depuis la colonisation de cette région du monde par Paris. L'AES n'est guère évoquée dans les médias principalement visibles à La Réunion. C'est pourtant une actualité riche d'enseignements pour La Réunion.

## 42 % de la population a moins de 14 ans

Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire national aux Affaires internationales du PCR, a présenté l'Alliance des Etats du Sahel comme une illustration d'un monde en plein changement. La parenthèse de la colonisation se ferme. Les dirigeants de l'AES sont de jeunes responsables qui ont souhaité répondre à une volonté profonde de la population : changer de système. Ce groupe de trois pays peut s'appuyer sur d'importantes ressources naturelles qui peuvent être valorisées sur place plutôt qu'être accaparées par des entreprises occidentales pour être exportées à bas prix.

Manuel Marchal de « Témoignages » a présenté le contexte historique. Une grande partie du territoire actuel de ces trois pays faisait partie de l'Empire Songhaï jusqu'au début du 17<sup>e</sup> siècle. La colonisation française traça ensuite des frontières qui séparèrent des peuples. L'AES connaît une importante croissance démographique. De 8 millions d'habitants chacun en 1987, sont actuellement aux environs de 25 millions dans chaque pays. En 2050, Mali et Burkina Faso compteront chacun plus de 40 millions d'habitants, et le Niger près de 70 millions. Ce sera un groupe francophone de 150 millions d'habitants, juste au Nord du Nigeria anglophone peuplé aujourd'hui d'environ 230 millions d'habitants, et en aura plus de 410 millions en 2050. 42 % des habitants de cette région a moins de 14 ans.

C'est également une région qui subit les conséquences de la crise climatique qui provoque sécheresse et baisse des rendements dans l'agriculture.

## Un monde se construit sans les dirigeants occidentaux

Le système hérité de la colonisation française a maintenu une grande partie de la population dans la pauvreté. Il a aussi favorisé le développement de la corruption. L'armée est alors la dernière possibilité d'ascenseur social. C'est de ce corps que viennent les nouvelles directions politiques de ces pays.

Aujourd'hui, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Pour les importations, les pays de l'AES n'ont plus besoin de l'Occident, ils peuvent se tourner vers la Chine ou d'autres membres des BRICS comme l'Inde, la Russie ou l'Iran. Paris n'est plus le « gendarme de l'Afrique » où les capitalistes français pouvaient exploiter à leur guise populations et richesses naturelles. Cette époque se termine.

Un camarade de la CGTR-Santé, ancien militaire, a participé aux opérations Serval et Barkhane au sein de l'armée française. Ce déploiement visait à lutter

contre Al Qaïda et d'autres terroristes qui étaient la conséquence de l'effondrement de la Libye en 2011, suite à un conflit militaire déclenché par Paris. Il rappela la présence d'une importante base militaire française située juste à côté d'une entreprise du même pays exploitant des richesses naturelles au Niger. Depuis le départ de l'armée française, des progrès importants ont permis de faire reculer le territoire contrôlé par les terroristes.

Cyril Séraphin de la Section PCR de Saint-Paul a expliqué que le sentiment d'injustice a été à l'origine de son intérêt pour l'AES. Injustice du fait d'un traitement de l'actualité déséquilibré, présentant les dirigeants de l'AES comme des dictateurs et les présidents déposés comme de grands démocrates. Cyril Séraphin a rappelé le précédent de Thomas Sankara, qui était aussi un jeune militaire qui voulait le développement de son pays et qui fut rapidement assassiné après être parvenu au pouvoir.

## Le PCR le plus proche du panafricanisme

Mathieu Laude est ensuite intervenu sur le thème du panafricanisme. Il a souligné combien la création de l'Alliance des États du Sahel s'inscrit dans le fil de cette idéologie de libération.

Il a également indiqué que d'autres pays sont susceptibles de rejoindre cette organisation. Il a évoqué le Sénégal qui a élu un nouveau président. Le Bénin pourrait être également un nouvel adhérent, en cas de victoire de Kémi Séba à la prochaine élection présidentielle.

Mathieu Laude a salué l'initiative du PCR et a indiqué que le Parti communiste réunionnais est, à La Réunion, l'organisation politique la plus proche du panafricanisme

Les différentes interventions des participants montrèrent l'intérêt pour ce sujet d'actualité qui n'est pas traité dans les médias les plus suivis à La Réunion.

La fin de la réunion a été l'occasion d'évoquer le calendrier d'actions du PCR. Le 20 juillet prochain, il sera question de la préparation du « 20 décembre férié et chômé ». Depuis la déclaration du maire de la Plaine des Palmistes affirmant qu'il ne célébrait pas l'abolition de l'esclavage, le PCR fait campagne pour que ce 20 décembre, tous les commerces restent fermés. La date du 24 septembre est un autre rendez-vous important. C'est le jour annoncé par l'Union calédonienne pour la déclaration de souveraineté de la Kanaky Nouvelle-Calédonie. Le PCR a d'ailleurs organisé deux réunions d'informations sur la lutte menée pour que pays redevienne indépendant.

# Gaza : au moins 90 morts et 300 blessés dans le bombardement d'un camp de réfugiés

Les responsables israéliens ont déclaré que l'attaque contre un camp de réfugiés palestinien samedi visait deux hauts responsables de la branche militaire du Hamas, affirmant qu'ils se cachaient parmi les civils.

Le Hamas a rejeté cette affirmation comme étant « fausse », affirmant qu'il s'agissait d'un moyen de dissimuler « l'horrible massacre » survenu dans un endroit où les Palestiniens déplacés ont été invités à chercher refuge après avoir reçu l'ordre d'évacuer leurs maisons ailleurs dans la bande de Gaza.

## Tentes détruites par les bombardiers

L'attaque a tué au moins 90 civils dans une zone densément peuplée abritant environ 80 000 personnes, selon le ministère de la Santé de Gaza.

Des avions de guerre israéliens ont frappé des tentes abritant des Palestiniens déplacés et une unité de distillation d'eau.

Depuis Deir el-Balah, dans le centre de Gaza, Tareq Abu Azzoum d'Al Jazeera a déclaré que la zone avait été touchée par « cinq bombes et cinq missiles ».

Les personnes déplacées qui s'abritaient dans la zone ont déclaré que leurs tentes avaient été démolies par la force des frappes et ont décrit des corps et des parties de corps éparpillés sur le sol.

Les blessés ont été transportés au complexe médical Nasser à Khan Younis, qui manque cruellement de personnel et d'équipements essentiels. Les secouristes affirment que l'armée israélienne a attaqué des équipes qui étaient en route pour aider les victimes.

Un responsable de l'hôpital Nasser a déclaré à Al Jazeera que les équipes médicales n'avaient plus la capacité de recevoir d'autres patients blessés alors que les équipes de la défense civile continuaient de travailler sur les opérations de recherche et de sauvetage sur le site de l'attaque.

## Version de l'armée coloniale israélienne

L'armée israélienne a affirmé dans un communiqué avoir agi sur la base de « renseignements précis » pour frapper une zone où « deux terroristes de haut rang du Hamas » et d'autres combattants se cachaient parmi les civils. Il décrit le lieu de la grève comme « une zone ouverte entourée d'arbres, de plusieurs bâtiments et de hangars ».

Les personnalités visées étaient Rafa'a Salameh, commandant de la brigade Khan Younis du Hamas, et Mohammed Deif, chef de la branche militaire du Hamas — tous deux accusés d'avoir orchestré l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre contre le sud d'Israël.

## Que disent les dirigeants palestiniens ?

Khalil al-Hayya, chef adjoint du Hamas à Gaza, a affirmé que Netanyahu avait souhaité déclarer une « fausse victoire » et que les affirmations selon lesquelles les dirigeants du Hamas étaient ciblés étaient fausses.

« Mohammad Deif vous écoute maintenant et se moque de vos déclarations fausses et vides de sens », a-t-il déclaré à Al Jazeera arabe.

Le Hamas avait précédemment publié une déclaration sur Telegram appelant les Palestiniens de Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est occupée à « se mobiliser » en réponse à l'attaque.

Le groupe armé Jihad islamique palestinien (JIP) a déclaré dans un communiqué qu'Israël « poursuivait la guerre d'extermination contre notre peuple ».

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Makron : I di lo boug sé in pèrvèr an politik...

Mézami konm zot i koné lo nouvo zélékssion dépitè dann la Franss la déboush dsi in n'afèr ankor pli konpliké ké lo zélékssion 2022 : l'avé pwin in majorité pou ninporte ékèl parti épi ninporte ékèl alyanss avan moi d'zyin é dopi lé parèye avèk so kou issi in divizyon dann troi fors é lé pa moiyn pou l'instan dégaj in majorité.

Mwin la lir dann in zoinal La franss lo prézidan i amène la politik an pèrvèr. Mi konpran pa bien oziss kossa sa i vé dir mé sak mi koné sé ké Makron épi la démokrassi i fé pa inn mé dê. An partikilyé lizaz é labizaz lo 49-3. Par l'fète kossa i lé sa ? Sinplomman kan ou néna pwin in majorité, wi pass pa o vote. Sé bann zopozan k'i doi dépoz in mossyon d'sansir. Si la mossion lé voté, lo gouvèrnman lé kapoté. Si lé pa voté gouvèrnman i rèss an plass épi sé la loi k'lé voté san votaz.

Mi panss sé sa lo pèrvèrssité pars lo bann gouvèrnman sou Makron i ansèrv la plipar d'tan kékshoz lé éksépssyonèl é sé sak lo konsèy konstitissyonèl la fé romarke lo gouvèrnman mé li tienbo pâ konte pars sé son fasson amene lé zafèr lo péi é sa bann pti kolon la soufèr : bann rotrété la soufèr, bann shomèr la soufèr, bann travayèr la soufèr dsa konm bann konsomatèr. Pars kan ou la pwin lo droi diskite in loi, pars kan i mète pa o vote, i rèss arienk pou fé pass in loi san voté é fransh vérité i pé pa apèl sa la démokrassi.

Zordi lo nouvo fron popilèr li vé kass toute so bann loi anti-popilèr pou rovni dsi in sossyété mwin inzist ké sak néna zordi. Mé Makron li vé sinplomman sov son bann loi kapitalist inzist é li panss li va kass lo nouvo fron popilèr é kontinyé avèk bann dépitè dann in lalyanss di santre avèk in bann dépitè droite é gosh la zamé prezante azot dovan bann zéléktèr pou sov lo program Makron.. Mi panss sé sa la pèrvèrssité sossyal.

Zordi ni anparl pa lo bann rolan lo kolonyalism mé ni pé konprann sa lé vital pou nou, pou lé zot zil, pou la Kanaki-nouvèl kalédoni, pou La polinési épi pou bann péi konm Madégaskar mé i fo ni anparl sa sito k'i gingn pars nou lé pa solman anmanshé avèk in lésplottassion, kapitalist mé galman avèk lo mové rolan lésplottassion kolonyal.

*Justin*